



Déclaration liminaire de la FSU OISE Au CSA D du 6 février 2025



Bien sûr, d'aucun·es penseront que nous devrions nous réjouir et que dans le cas contraire, nous serions bien ingrat·es. Après tout, au cours de ces dernières semaines, François Bayrou s'est engagé sur l'annulation de la suppression des 4 000 postes à l'Éducation Nationale. De son côté, Elisabeth Borne a indiqué renoncer au DNB barrage et au format Choc des savoirs en 4e/3e. Ont été annoncés aussi des emplois AESH pour l'École inclusive et quelques emplois vie scolaire. Le Ministre de la Fonction publique a, lui, mis en exergue la suppression des deux jours supplémentaires de carence prévus par son prédécesseur.

Mais qui connaît l'état de délabrement de notre École, la crise d'attractivité qui frappe durement notre institution ne saurait se satisfaire de ces annonces savamment distillées, mêlées par ailleurs à celles, provocatoires, du Président Macron qui met une nouvelle fois sur le tapis le poncif de nos trop longues vacances scolaires.

Se satisfaire de ces annonces, donc ? Non, d'abord parce qu'elles restent suspendues au vote d'un budget proposé par un gouvernement bien vulnérable, mais autoritaire, qui n'a pas tiré les leçons de l'échec récent et cuisant du gouvernement Barnier. Il suffit d'observer l'agitation du Ministre Retailleau, jamais à court d'idées puisées directement dans les poncifs odieux de l'extrême-droite.

Ensuite parce que le cadre fixé par le Premier ministre lui-même au sujet du « conclave sur les retraites » est inacceptable, tant au plan budgétaire qu'au plan de la représentativité des organisations syndicales : que la FSU ait été écartée des discussions revient à piétiner le résultat des dernières élections professionnelles. Il est plus inacceptable encore de voir revenir les spéculations politiciennes sur le régime de retraite des fonctionnaires et de tous et toutes les agent·es et salarié·es au service des usager·es. La FSU rappelle ici leur revendication d'abrogation de la réforme des retraites de 2023.

Par ailleurs, le gouvernement Bayrou confirme sa volonté de maintenir une des deux mesures Kasbarian. Il persiste à vouloir réduire de 10 % la rémunération des agent·es public·ques en cas d'arrêt maladie. Et le premier ministre impose ses choix par le recours au 49.3. Cette mesure, parmi d'autres, est pourtant intolérable comme l'a déjà montré la forte mobilisation du 5 décembre dernier, parce qu'elle pénalisera lourdement les agent·es, les mêmes qui ont déjà payé un lourd tribut en matière de rémunération et de reconnaissance de leur engagement pour assumer leurs missions d'intérêt général et de service public. Dans un contexte de dégradation continue des conditions de travail, cette mesure relève toujours et encore du mépris du fonctionnaire. Et comme aucune intention n'est affichée en matière de revalorisation des carrières et des rémunérations... Les mêmes causes produiront les mêmes effets. Les mauvais esprits pourraient même soupçonner le gouvernement d'avoir maintenu des emplois dont il sait pertinemment que personne ne voudra.

Il est un fait que les conditions de travail ne s'amélioreront pas à la rentrée 2025 ni tant que ne seront pas abrogées des réformes majoritairement contestées comme la réforme du « choc des savoirs », celle de la voie professionnelle... Nous ne reviendrons pas ici sur le mal que font ces réformes à nos élèves, à nos collègues. Nous avons déjà amplement argumenté ces points.

Le CSA-D est réuni aujourd'hui pour étudier les propositions d'implantation et de retrait sur le département, avec une nouvelle année de dotation négative pour l'Oise. Pour la FSU effectivement, s'il y a bien une baisse de 1300 élèves dans les écoles de l'Oise, elle est aussi à regarder en fonction du nombre de classes dans le département : 3648 classes. Vu comme cela, en moyenne, il y a un peu moins d'une classe sur 3 qui perd un·e élève. Pas de quoi parler d'une amélioration notable des conditions de travail des enseignant·es, qui permettra de rattraper le retard d'encadrement avec les autres pays de l'OCDE ! Pas de quoi justifier la perte continue de postes depuis 3 ans sur l'académie au nom de la baisse démographique ! Pour prendre en compte la situation réelle des écoles du département, peut-être serait-il plus judicieux de se pencher sur les chiffres des classes non remplacées ? Sur le manque de postes de remplaçant·es dans l'Oise pour assurer, de manière qualitative, la continuité du service public d'Education ? L'ouverture de postes de remplaçant·es est une priorité du Recteur, nous espérons qu'elle sera donc également l'une des vôtres, M. le Dasein. Là est l'urgence, et non de fermer des classes.

L'Education a besoin de moyens, et non de classes qui ferment. L'Education a besoin de moyens pour le remplacement. L'Education a besoin de moyens pour l'inclusion, pour l'enseignement spécialisé, pour les Rased. L'Education a besoin de moyens pour les AESH, nos collègues indispensables au bon fonctionnement des classes qui attendent toujours un statut. L'Education a besoin de moyens, et non de recrutements gelés pour les services civiques. Nous demandons l'assurance que les collègues nouvellement recruté·es entre janvier et février 2025 pourront rester en poste et être payé·es. L'Education a besoin de moyens pour la culture, et non d'un chantage au budget qui coupe du jour au lendemain les vivres des dispositifs mis en place comme le Pass culture dont le report des crédits laisse les équipes du 2nd degré démunies. L'Education a besoin que ses personnels puissent suivre une formation de qualité, animée par des formateurs et formatrices suffisamment nombreux·ses à qui sera rendue la conception des formations, et justement défrayé·es selon les textes réglementaires. Les directrices et les directeurs ont besoin de temps et de soutien, mais pas de devenir une hiérarchie intermédiaire ni d'apprendre à "manager" une équipe. L'éducation prioritaire a besoin des moyens qui lui sont dédiés, du maintien des temps de formation REP+ sur temps scolaire et de l'achèvement des mesures de dédoublement.

La FSU vous interpelle donc fortement sur les conditions de travail de vos personnels et sur les conditions d'apprentissage de leurs élèves. Elle vous alerte également sur la situation catastrophique d'élèves qui dorment à la rue dans l'Oise chaque nuit, mis·es à l'abri pour certain·es dans des conditions précaires et ne permettant pas aux enfants de suivre une scolarité dans de bonnes conditions. Depuis quelques jours, une mise à l'abri en gymnase leur est enfin proposée sans attendre aux points de maraude. C'est un premier pas, il n'est pas suffisant.

Monsieur le Dasein, certains éléments ne sont pas dans vos mains, mais d'autres le sont.